

A. H. Leyden

L'ŒUVRE

14 Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Abonn. annuit. : GUT. 59-59

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An 16 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 MOIS 1 fr. 50

Ceux qui ne parlent pas

L'Âme paysanne

Avec une ténacité admirable ils sont dans les tranchées, nos paysans de France, supportant le grand effort de la grande guerre. Ils forment presque à eux seuls l'infanterie des légions de la République, cette infanterie qui force l'admiration du reste de l'armée et du monde.

Ils sont dans les tranchées, avec toutes les vertus de notre race, avec toute son hérédité de vaillance, de force, de calme et d'incomparable héroïsme ; ils y sont, pareils à leurs aïeux de l'an II.

De la guerre ils ne voulaient pas : ils étaient « pacifistes » au grand sens du mot, ne demandant qu'à travailler en paix, amassant en cet infatigable labeur l'épargne du bas de laine — la grande force de la patrie.

La patrie menacée, sans hésiter, sans un mot de plainte, ils ont quitté la charrue et ont pris le fusil, tandis que nombre de ceux qui, en temps de paix, méritaient un grand tapage belliqueux, se seraient en de prudentes, en de lâches ambuscades.

Avec ce calme courage, de la Méditerranée à la mer du Nord, de l'Armorique aux Alpes, ils se sont levés comme un seul homme, nos paysans, pour défendre le sol sacré et, depuis dix-huit mois, au premier rang, ils luttent pour sauver la patrie, pour donner au monde la victoire qui lui assurera paix et liberté !

En cette lutte titanique, d'autres peuvent se décourager : le paysan qui, lui cependant, souffre le plus et dans sa vie et dans son travail, ses terres délaissées, garde une patience inébranlable ; il ne se lasse pas, il ne se plaint pas ; au front, il combat au premier rang ; au village, autour de la chaumière quittée par lui, le vieux père, la femme, l'enfant de quinze ans ont pris avec une vaillance admirable sa place derrière la charrue, ont creusé le sillon pour donner le pain indispensable à la nation.

Et pourtant ils sont en un deuil profond, nos villages, tous nos villages : si, dans certaines grandes villes, selon un mot tristement douloureux, « on ne s'aperçoit pas de la guerre », on s'en aperçoit cruellement dans tous nos hameaux. Qu'on ne l'oublie pas, quatre-vingts pour cent des morts héroïques des champs de bataille sont des cultivateurs !

Certes il n'y a pas que des paysans dans les tranchées, mais les paysans y sont l'immense majorité, la quasi-totalité ; et tous les paysans sont dans les tranchées.

Et c'est dans les tranchées que la fauchure de la mort passe de la façon la plus effroyablement glorieuse, mais enfin la plus effroyable.

Cela, on le sait dans nos campagnes : nul ne songe à le contester.

Cette guerre, si lourde pour le paysan, si cruelle pour la patrie, lui, le paysan, moins que tout autre Français, il ne la pas voulue : quand, subitement, il y a été jeté, sans partager les embêtements et les illusions de certains tapageurs, il en a, en son bon sens, envisagé clairement toutes les dramatiques incertitudes et, maintenant, plus que tout autre, il garde la ferme espérance en la victoire.

Le paysan de France, il n'y a qu'une chose qui, certes, ne peut ébranler ni son courage, ni sa foi, mais qui le révolte, c'est l'injustice. Il est vaillant, parce qu'il est fort de sa conscience : tout ce qui froisse sa conscience et sa raison l'indigne violemment. Les abus, les iniquités soulèvent sa colère.

Ces abus, ces iniquités, depuis les premières heures de la guerre, il a eu trop d'occasions de les constater, soit derrière le front, soit à l'arrière. Quand il revient des tranchées en permission et qu'il découvre les « embusqués », son indignation est grande : il attend la fin de la guerre pour demander des explications, mais, déjà, il a pris note ; pour le moment, il ne songe qu'à se battre pour le salut de la patrie.

Des « embusqués », il le sait, il n'y en a point parmi ses pairs. Les paysans, dans aucune région de France, ne sont « embusqués ». Ce n'est point parmi eux qu'ont joué toutes les manœuvres déloyales et malhonnêtes pour sauver les plus fortunés du péril. Ce n'est pas même parmi eux que l'on trouve ceux qui, suivant le mot d'un ministre éminent, « cherchent à éviter derrière le volant d'une automobile le maximum de danger ».

En temps de paix, c'est le paysan qui a toujours fait triompher les idées de progrès démocratique, et, trop souvent, à sa stupéfaction, il a vu des coteries pa-

ristiennes, dont la grande cité ne saurait être responsable, après avoir été parmi les vaincus, détourner ou confisquer sa victoire au profit de leurs ambitions et de leurs amitiés. De même, sur le champ de bataille, c'est lui qui, pour la plus large part, contribuera à la victoire de la civilisation mondiale et du droit.

La victoire remportée, il reviendra à son champ, non pour se reposer, mais pour panser les plaies et, en un infatigable travail, faire surgir les moissons réparatrices.

Un Paysan

Vapeur français torpille

D'après une dépêche de Vienne, le vapeur français *Memphis* a été torpillé devant Durazzo par un sous-marin autrichien et il est venu s'échouer sur un bas-fond. Les efforts faits pour le remorquer ont été infructueux.

Propos d'un grincheux

IN VINO...

Evidemment, le rédacteur de la Revue *Vinicole* avait un peu trop bu.

Il y a les choses qu'on pense, et les choses qu'on dit. Pour les mêler inconsidérément, il faut être animé de cette furieuse franchise que donne seul l'usage immodéré des boissons fermentées. Si quelqu'un déclare que le débit de boissons, « c'est toute la République », et s'il ajoute dans son délire que « c'est tout ce qui reste de la Révolution française », conseillez-lui d'aller se mettre au lit.

J'ai lu dans un livre
Ivre, ivre, ivre
De l'antiquité
Que quand on est ivre
Ivre, ivre, ivre
On va se coucher.

Or, le rédacteur de la Revue *Vinicole* n'a pas hésité à dire toute sa pensée. C'est bien le seul journaliste à qui la censure ait permis pareille franchise. Voilà où nous en sommes. Dès qu'un homme sobre veut prendre la parole, les censeurs le bousculent. Si au contraire un ivrogne monte sur la borne, ils protègent ses diatribes. Je me demande ce que vont dire les groupes de gauche.

Il ne faut pas trahir ainsi les secrets, intempérément écrivain ! Il ne faut pas dire que le débit de boissons « c'est toute la République ». Il ne faut pas ajouter que c'est le seul héritage que nous aient laissé nos pères (ces géants !).

Faites-le taire, censeurs, je vous en prie ! Vous verrez qu'il se trouvera des gens pour le croire. Il y a tant de mauvais gens ! Coupez, tranches, museles ! Peut-être est-il déjà trop tard.

Albert Savarus

Les Communiqués

L'ennemi tente de passer l'Yser

IL EST REPOUSSÉ

15 heures.

Aucun événement important à signaler au cours de la nuit.

23 heures.

En Belgique, après un violent bombardement de nos positions, les Allemands ont tenté de franchir le canal de l'Yser à Steenstraete. Quelques groupes ennemis ont pu parvenir jusqu'à notre tranchée de première ligne, d'où ils ont été chassés aussitôt.

En Champagne, actions d'artillerie sur les organisations ennemies au nord de Tahure et à l'est de Navarin.

En Argonne, nous avons fait sauter à Vauquois deux mines qui ont bouleversé les travaux de l'ennemi.

Entre Meuse et Moselle, nos batteries ont bombardé les établissements ennemis vers Etain, Warcq et Saint-Hilaire, provoquant plusieurs incendies et une très violente explosion.

Au sud de Saint-Mihiel, tir de destruction exécuté sur les ouvrages allemands à l'ouest de la forêt d'Apremont.

LA GUERRE AÉRIENNE

Un avion ennemi a lancé plusieurs bombes sur Dunkerque sans causer de dégâts. Un autre appareil allemand a jeté, la nuit dernière, deux projectiles qui sont tombés dans une prairie au sud de Lunéville.

Le bruit s'est répandu, hier, que des avions ennemis avaient survolé Paris. Le Bureau de la Presse nous informe que cette nouvelle est fautive et nous autorise à la démentir.

LA PAIX par la réclame

The greatest pacifist in the world

Je viens de rencontrer en Suisse l'expédition Ford. Le « bluff » américain, la réverie humanitaire, l'industrialisme et la candeur s'y mêlent harmonieusement. La personnalité de M. Ford tient dans les discours de ses orateurs une place presque aussi importante que la guerre européenne, et des conceptions hardies de publicité tempèrent heureusement ce que de simples idées générales pourraient avoir de trop austère.

— Savez-vous qui est M. Ford ? M. Ford est un grand industriel. M. Ford est le plus grand des industriels. Il est prodigieux, magnifique et humanitaire. Il emploie vingt-deux mille ouvriers, dont six cents repris de justice. Chacun de ses employés gagne au moins vingt-cinq francs par jour, même les garçons de bureaux, les téléphonistes et les grooms. Quant aux repris de justice, ils se moralisent si rapidement dans cet Eden, que deux seulement sur six cents, — oui, messieurs, deux seulement — ont succubé à nouveau.

« M. Ford n'est pas seulement le plus prodigieux des hommes d'affaires et le plus humanitaire, c'est aussi le plus honnête. En faisant récemment son bilan, il s'aperçut que ses bénéfices étaient vraiment trop considérables ; aussitôt il décida de restituer deux cent cinquante francs à chacun de ses clients ; et cela lui coûta soixante-dix millions — je dis : soixante-dix millions — qu'il remboursa spontanément, sans que personne lui demandât rien.

« Cependant, comme après ce sacrifice, il lui restait quelques bénéfices encore, il décida de les consacrer à la paix du monde. Il alla voir M. Wilson, il expliqua à M. Wilson qu'il fallait faire la propagande de la paix et, comme M. Wilson ne se décidait pas assez vite, il dit à M. Wilson : « Demain matin j'aurai « achulé » un bateau, enrôlé un équipage, « recruté des propagandistes et je par- « tirai pour l'Europe. »

« Et M. Wilson fut ahuri, et l'Europe ne fut pas moins ahurie que M. Wilson. Ce « sensationnalisme » stupéfia l'Univers, l'Univers éclata de rire. M. Ford n'en fut pas ému. M. Ford est un homme d'affaires ; il sait que rien ne peut se faire aujourd'hui sans réclame, la paix pas plus que le reste ; c'est pourquoi il a résolu de lancer par des procédés sensationnels la grande réclame de la paix. »

A vrai dire, il semble bien que ce fut là le but essentiel de M. Ford, ce Barnum de l'humanitarisme. Sur le fond même du sujet, sa doctrine semble, en vérité, un peu moins certaine : ne nous en étonnons pas trop.

Sans doute, on ne nous fait point grâce d'une description horrible des calamités déchaînées par cette guerre — qui est la plus grande des guerres comme M. Ford est le plus grand des humanitaires : *the best in the world* — mais je ne crois pas que l'on nous offre des moyens vraiment pratiques d'y mettre fin. On nous dit bien : « Nous ne voulons pas la paix à tout prix : nous voulons la paix à notre prix. » Mais on ne précise pas exactement ce prix-là, qui doit dépasser même les moyens financiers de M. Ford. Nous savons seulement que cette paix doit marquer « la fin du militarisme » et qu'elle doit être « fondée sur la démocratie », toutes choses qui nous paraissent, en définitive, plus excellentes encore que l'impérialisme.

A vrai dire, nous nous étonnons un peu que l'empereur d'Allemagne se soit pressé de donner aux membres de la mission Ford tant de facilités — et, comme ils nous l'affirment eux-mêmes, un train avec des wagons-lits et des wagons-restaurants — précisément pour leur permettre d'abattre définitivement le militarisme et de fonder enfin la démocratie universelle. Mais s'il fallait tout expliquer, n'est-ce pas ? on n'en finirait plus.

Il n'en reste pas moins que l'expédition Ford est très importante et qu'elle peut se réjouir de la collaboration de personnalités de premier ordre :

— Et d'abord, il y a M. Ford, M. Ford qui... Il est vrai que M. Ford a abandonné l'expédition, mais M. Ford est malade : il a bien le droit d'être malade, peut-être ? Il y a aussi M. Bryan, ancien secrétaire d'Etat des Affaires étrangères. En fait, M. Bryan n'est pas là non plus, mais c'est parce qu'il est très occupé : il est normal, en somme, qu'un homme aussi important que M. Bryan soit très occupé. Mistress je ne sais plus quoi n'est pas venue d'avantage, mais elle a

défend le parlementarisme contre tous ses ennemis y compris les parlementaires.

accompagné l'expédition Ford jusqu'au quai d'embarquement et sûrement elle nous arrivera pour le mois de mai.

Attendez avec confiance le mois de mai et cette mistress dont j'ai oublié le nom. Nous n'aurons peut-être pas sûrement la paix du même coup, mais sans aucun doute, nous en serons tout près.

Un Ouvrier

Mise au point nécessaire

M. Abel Ferry a proposé au Parlement « d'inviter le gouvernement à faire respecter l'exercice de son droit de contrôle sur toutes les forces nationales mobilisées ».

Le Parlement, ignorant peut-être les règlements qui créent ces droits, s'est dérobé. En rappelant explicitement les textes, on eût, sans doute, mieux éclairé le débat. Les relations du général en chef avec le gouvernement sont réglées par deux décrets.

L'un date du 28 octobre 1913 — modifié le 4 décembre 1915. Il porte règlement sur la conduite des grandes unités. On y lit : « Article I. — Le gouvernement qui assume la charge des intérêts vitaux du pays, a seul qualité pour fixer le but politique de la guerre. »

« Le commandement des armées nationales est confié à un général de division qui porte le titre de commandant en chef des armées françaises. »

Un décret suivant, du 2 décembre 1913, intitulé *Règlement sur le service des armées en campagne*, fixe les attributions de ce commandant en chef et les limites dans lesquelles il peut exercer son commandement :

« Article 2. — Le ministre fixe, au début de la guerre, les limites séparant le territoire placé sous l'autorité du commandant en chef, et qui prend le nom de zone des armées, du territoire restant sous son autorité, qui prend le nom de zone de l'intérieur. Ces limites peuvent être modifiées, selon le cours des événements... »

Or, la substitution de la guerre de tranchées à la guerre de mouvement n'a-t-elle pas influencé suffisamment le cours des événements pour justifier les modifications prévues ? N'est-ce pas le cas de restreindre la zone des armées où le gaspillage est endémique — et excusable dans une certaine mesure, parce que celui qui prodigue son sang ne peut être avarié de nos sous — pour agrandir celle de l'intérieur où le contrôle est plus efficace ?

De plus, l'article 5 du même décret spécifie que « en campagne, le ministre délègue ses pouvoirs administratifs, dans les limites nécessaires, à chaque commandant d'armée, etc... »

Pourquoi notre grand quartier général a-t-il, contrairement à cette prescription décentralisatrice, concentré entre ses mains l'administration de toutes les armées ? Point n'est besoin d'un vote de la Chambre pour le rappeler aux horizons législatifs. De plus, le ministre a toujours le droit d'étendre ou de restreindre sa délégation, « dans les limites nécessaires », dit le texte.

Tout cela a été perdu de vue, parce que, avant le ministre de la guerre actuel, il s'en est trouvé d'autres qui ont abdiqué tout leur pouvoir entre les mains du général en chef. C'est comme, au point de vue de responsabilité. Puis, par la loi du 30 mars 1915, les Chambres consacrent ce désintéressement. Les rapporteurs de la loi, tout en proclamant l'illégalité de cette abdication, qui s'est manifestée dans des décrets célèbres, reconnaissent qu'il n'y avait qu'à s'incliner devant les faits.

Depuis, jusqu'au mois de novembre dernier, il ne cessa d'en être ainsi. Le ministre de la guerre s'effaça de plus en plus derrière le général en chef. Celui-ci, écrasé sous toutes les tâches, devenu responsable de tout, noyé dans le détail, fut amené à transformer son quartier général en un grand ministère, peuplé de messieurs Lebeureau.

Là, il advint ce qu'il advient dans toutes les administrations où paraissent ces messieurs : ils firent leur chef prisonnier. Militaires ou civils, ils sont tous les mêmes.

Cependant.

Il suffirait d'avancer la démarcation entre les deux zones, de rattacher à l'intérieur une série d'organes qui n'ont plus de raison d'être dans la première, et de restreindre dans les limites nécessaires les délégations du pouvoir gouvernemental. Tout cela, le règlement le permet. Du reste, ce qu'un décret a institué, un autre ne peut-il le défaire ?

Général Verraux

Hors de France

Attaqueront-ils ?

Sommes-nous au début de la grande offensive allemande sur notre front ? Je ne me hasarderai pas à le dire, n'étant point stratège. Mais, je crois l'avoir déjà expliqué : si ce n'est pour aujourd'hui, ce sera pour demain. Ils n'ont aucun intérêt à traîner la guerre en longueur. Et qu'est-ce donc qui les retiendrait ? La crainte que cette offensive ne soit trop coûteuse pour l'assaillant ? C'est bon pour nous d'avoir ces scrupules, eux ne les ont pas.

Un certain Dr Seeberg vient de faire en Allemagne une conférence qui doit répondre au sentiment public, car les grands journaux l'ont commentée avec enthousiasme. Le Dr Seeberg s'est attaché à montrer que la guerre, si sanglante qu'elle soit, ne sera jamais désastreuse pour les Allemands, parce que ceux-ci ont des enfants pour remplacer demain les hommes tués :

« En Allemagne comme en France, dans les années normales, il meurt en moyenne 18 personnes sur 1.000 ; mais en France, c'est tout juste si 18 naissances viennent compenser ces 18 décès, tandis que chez nous il y en a 28. Résultat : nous sommes 30 millions de plus qu'en 1870. Nous pouvons donc faire massacrer des hommes, nous en avons de rechange ! »

Cependant, la natalité commence à diminuer aussi en Allemagne ? Le Dr Seeberg en convient. L'émigration dans les centres urbains, avec leurs logements étroits, leurs appels au plaisir nerveux, et la vie plus chère (elle a augmenté d'un tiers depuis 25 ans), menacent la sécurité de l'Allemagne, non contre la France, grands dieux ! mais contre la Russie. Car, au train actuel, dans vingt ans, l'Allemagne aura tout juste 75 millions d'habitants, la Russie 235 millions !

Nous touchons évidemment ici une des raisons (que le Dr Seeberg ne dit pas et ne peut pas dire) pour lesquelles l'Allemagne a voulu cette guerre. Le temps, qui travaillait pour elle du côté du Rhin, travaillait contre elle du côté de la Vistule. Il fallait se hâter d'avaler la France et de devenir formidable, avant que l'immense Russie eût pris toute sa taille et rendu le duel impossible.

Mais qui ne voit que cette perspective d'avoir 235 millions de Russes sur le dos d'ici vingt ans rend pour les Allemands la victoire encore bien plus nécessaire ? Avec nous, ils pourraient se contenter d'une partie nulle. Avec le danger russe, maintenant qu'ils ont déchaîné la lutte — « la Russie restera pour nous un adversaire irréconciliable ! » déclare le Dr Seeberg — ils ne le peuvent plus.

Cinq cent mille cadavres de plus ou de moins ne comptent pas devant un tel but. Voilà pourquoi c'est eux qui prendront l'offensive.

Maurice de Waleffe

PUBLICITÉ FRAUDULEUSE et mercantis bactériologiques

Que la publicité est donc une invention singulière !

Esopé, en un apologue fameux, prouva jadis que la langue est, selon les cas, la pire ou la meilleure des choses. Il en va de même de la réclame. Honnête, elle sert. Frauduleuse, elle devient un danger. Hélas ! elle n'est pas toujours honnête, — surtout quand elle a l'apparence, la garantie, l'estampille officielle de l'honnêteté.

Exemple : Vous vous souvenez de ces belles affiches, placardées, en l'inoubliable été 1914, sur tous les murs de France. On y préconisait, au nom de l'hygiène et de la salubrité publiques, les mesures à prendre en vue d'éviter les épidémies : soins de propreté corporelle, eau bouillie pour les légumes et les fruits, les tétines des nouveaux-nés, etc. « Aspergez vos parquets d'eau additionnée de grésyl, etc. » Tout cela était parfait. Mais, parmi les recommandations de la circulaire, cette petite phrase se glissait, serpent sous les fleurs d'une rhétorique antityphoïdique :

« Ne boire que de l'eau dans laquelle on aura fait dissoudre un paquet de la spécialité du docteur G... Cette eau constitue une boisson minérale, écono-

mique, saine, légèrement gazeuse, etc. » Comme par hasard, les grands quotidiens reproduisirent le texte, y compris la gentille petite note.

Or, un éminent bactériologiste, M. Edmond Bonjean, chef du Laboratoire et membre du Conseil supérieur d'hygiène, eut la curiosité (le docteur G... dirait l' « indiscrétion ») de faire l'expérience prescrite. Il minéralisa un litre d'eau de Seine par l'adjonction du produit G. Et il analysa le nouveau liquide. Il découvrit que cette boisson saine, économique, légèrement gazeuse (voir plus haut) contenait autant de bacilles nocifs, typhiques, cholériques après qu'avant l'analyse.

Il en résultait : a) Que la boisson saine et économique n'était ni économique ni saine, transmettant fort bien aux civils et aux militaires fièvres et dysenterie ; b) Que le docteur G... est un exploitateur de la crédulité publique, tranchons le mot, un charlatan.

Deuxième exemple. — Le docteur G... eut des émules. Nombre de mercantis à faux nez de bactériologie suivirent son lucratif exemple. On a vu dans les journaux des annonces conseillant la poudre C. O. qui stérilise l'eau, combat la typhoïde, l'entérite, tous les maux.

M. Bonjean, tenace, fait l'expérience et l'analyse. Mêmes résultats : 2.000 germes de coli-bacilles par centimètre cube avant traitement ; 850 germes après. Publicité frauduleuse.

Troisième exemple. — « Le procédé L. (quatrième page des grands quotidiens, trois francs la ligne) purifie l'eau, et met à mort les microbes. » A l'analyse, il apparaît péremptoirement que les microbes (cette sale petite race à la vie dure) agissent toujours dans l'eau que l'on voulait stériliser. Par contre, la mixture tache linges et serviettes d'une telle sorte qu'on ne peut plus les nettoyer si l'on n'est pas chimiste. Publicité frauduleuse.

... J'oubliais de vous dire que l'eau, saturée du produit L., est devenue imbuvable (sic).

Quatrième exemple. — Une importante pharmacie lance, à grand renfort d'annonces, une poudre microbolante « indispensable au combattant » pour assainir l'eau. Cette poudre « protège les soldats contre les épidémies d'origine hydrique, évite les gelures des pieds, extermine les parasites, accroît la nutrition. »

Ce n'est pas une poudre, c'est la poudre ; c'est une panacée.

Le Laboratoire, bon enfant, essaie la merveille. Et il s'aperçoit que le produit se dissout mal, qu'il se forme des flocons brunâtres, et que l'eau n'est potable qu'à la condition d'y joindre du café ! C'est tout juste si la panacée n'est pas un poison.

J'arrête ici la nomenclature des poudres. — poudre P., cristaux du docteur R., etc. (les quatre pages de l'Œuvre n'y suffiraient point, et nous sommes en pleine crise de papier).

« Ah ! quand on lit les belles annonces (trois francs la ligne) de nos quotidiens, ce défilé de démonstrations chimiques, avec un fort vacarme de permanganates, d'hypochlorites alcalins, d'hyposulfites, de perborates d'alun, impressionne le lecteur candide. Il se sent persuadé, conquis, guéri, stérilisé, immunisé, increvable. Il se rit des germes pathogènes. Il court chez le pharmacien, il y envoie sa famille, il en écrit à ses parents de province ; les marraines compatissantes expédient au cher poulu la précieuse petite boîte.

Résultat : le quotidien s'enrichit. Diafoirus et Purgon font fortune, et... les gogos attrapent une gastralgie. Le poulu, lui, n'attrape rien, heureusement, parce qu'il laisse la boîte au fond de son sac, ou la jette dans un fossé... »

Par bonheur la loi Léon Labbé prescrit la vaccination antityphique, et le Service de Santé militaire, sous la poussée énergique des publicistes et des commissions, s'efforce de doter nos soldats d'une eau véritablement potable, sans permanganate de potasse ou de chaux.

Il y a une loi d'août 1905 sur la répression des fraudes : qu'elle soit appliquée avec rigueur aux mercantis de l'hygiène. Il y a des laboratoires publics : que leurs experts veillent. Qu'une réglementation officielle intervienne pour ne laisser vendre au public, après contrôle rigoureux, que des produits ayant les propriétés et vertus qu'ils prétendent lui fournir.

Autant la publicité commerciale est une entreprise irréprochable, dont les services ne se discutent plus, autant la publicité frauduleuse doit être combattue. C'est là, direz-vous, un truisme. Ne nous lassons jamais de propager les truismes.

Si nous osions, nous proposerions à nos grands confrères d'insérer en quatrième page (trois francs la ligne) votre dans leurs échos (trois francs le mot) cette annonce :

« Lecteurs, méiez-vous des bactériologues, des thérapeutes, des rédacteurs de prospectus alléchants. Ces gens en veulent à votre bourse, et leurs produits à votre estomac. »

François Lebon

La Seine monte

Troyes, 20 février. — La Seine, au pont Peyronnet de Nogent-sur-Seine, atteint la cote 2,58. Le service hydrographique des ponts et chaussées annonce une nouvelle inondée qui atteindra, mercredi, 2,90, dépassant la cote de décembre dernier.

Petit conflit place Vendôme

Les midinettes de la place Vendôme sont en ébullition. Elles se plaignent que les patrons ne les paient point assez. C'est l'éternel conflit.

Les patrons disent : « C'est la guerre. » Les Jupières, corsagères, premières mains, secondes mains, répliquent : « C'est la guerre aussi pour nous. » Et elles ajoutent, argument valable : « Puisque les maisons marchent, que les commandes abondent, que les clients commandent et paient en février 1916 aussi cher, sinon davantage, que jadis, pourquoi nous diminuer ? »

Et elles ajoutent encore ceci : « On nous a priées d'abaisser nos salaires. Nous l'avons fait. C'est ainsi qu'une seconde main touche 2,60 et même moins au lieu de 3,50 et 3,75, prix d'avant la guerre. Mais cette diminution qui se justifiait il y a un an, quand la couture chômait à demi, n'a plus de raison d'être aujourd'hui que la besogne a repris. Nous demandons donc le rétablissement de l'ancien salaire. Non seulement on nous le refuse, mais ne voulait-on pas nous obliger à veiller ? »

Les ouvrières d'une grande maison de couture de la place Vendôme se plaignent en outre de la désinvolture avec laquelle les traite leur patron. Ne touchant depuis la guerre que les deux tiers de leur ancien salaire, elles ont adressé une réclamation collective à leur directeur il y a une dizaine de jours. Celui-ci n'a pas même daigné leur répondre.

Les patrons d'ailleurs semblent peu s'émouvoir de cette levée de boucliers, comme tous ceux qui détiennent un pouvoir absolu.

« Les affaires reprennent, il est vrai, disent-ils ; mais elles ont été si longtemps paralysées que nous ne sommes pas encore débarrassés du malaise qui pesait sur nous. »

Eh, parbleu ! c'est entendu, messieurs les patrons. Vous n'êtes pas les seuls à subir ce malaise.

Ce serait vraiment trop beau si l'industrie de luxe qu'est la grande couture n'était pas atteinte par les événements actuels. Mais, entre nous, elle a eu d'assez beaux jours pour pouvoir supporter l'épreuve et, puisqu'elle a la chance de voir les affaires reprendre, elle devrait commencer par assurer la vie matérielle de celles qui furent les instruments de sa fortune.

Chez deux couturiers, ce sont les tailleurs qui ont levé l'étendard de la révolte. Ils se sont mis en grève et les patrons leur ont répondu en les remplaçant par des femmes. C'est leur droit, mais à la condition qu'ils n'en profitent pas pour donner à ces dernières un salaire moindre.

par son propriétaire, N..., de la 3^e compagnie.

A la suite de pertes par trop fréquentes de portemonnaies qui indiquent une insouciance blâmable de la part de leurs propriétaires, le lieutenant-colonel prévient les soldats ou gradés négligents qui perdraient à l'avenir leur portemonnaie qu'il sera, à son grand regret, dans la nécessité de leur infliger des punitions exemplaires. Quand on a de l'argent et qu'on est un homme sérieux, on prend des dispositions pour ne pas le perdre.

Sans examiner l'opportunité de la consolation administrée sous forme de quelques jours de prison à l'infortuné trouper qui se désole d'avoir perdu son portemonnaie, on peut craindre que cette mesure n'ait un effet fâcheux sur les sentiments de probité des habitants de la ville de X..., tant civils que militaires.

Désormais, quiconque trouvera sur la voie publique un portemonnaie s'empresera de le garder, en se donnant cette raison charitable qu'en le portant au commissariat, on risquerait de faire infliger à un malheureux soldat une punition exemplaire.

On lit cette annonce dans la *Chemiker Zeitung*, la plus importante revue chimique d'Allemagne :

WELCHES WERK der Chemischen Grossindustrie will sofort nach Friedensschluss den französischen Markt zurückerobern ?

Kombination mit unbedingt günstiger Aussicht auf Erfolg ! Anfragen unter A. F. 5123 an die Expedition der Chemiker Zeitung, in Cothen (Anhalt).

En français : Quelle entreprise de grande industrie chimique désire, aussitôt après la paix, reconquérir le marché français ? Combinaison avec succès assuré. S'adresser sous chiffre A. F. 5123 à l'administration de la *Chemiker Zeitung*, à Cothen (Anhalt).

Voilà des gens entêtés. Et si nous les laissons faire...

Aurions-nous en France cette prévoyance, en pleine guerre, d'organiser une combinaison pour conquérir... le marché français ? Malheureusement ce ne serait pas une « combinaison avec succès assuré ».

Du prix des poulets

Nous nous indignions l'autre jour du prix des poulets à Salonique, où ils coûtent 8 francs la pièce.

Un lieutenant momentanément logé dans une tranchée champenoise nous demande de consoler ses camarades exilés sur le front du Vardar, et de leur dire qu'en réalité la vie à Salonique est d'un bon marché inouï.

Car il vient d'acheter chez un marchand de volailles, dans une petite ville voisine du front, une vieille poule endurcie par l'âge et l'adversité. Il l'a payée quinze francs.

Henri IV, s'il vivait de nos jours, ne ferait plus de vœux irréalisables : seuls les millionnaires peuvent se permettre de mettre tous les dimanches la poule au pot.

Egalité

A l'école de Guerre, une partie d'auxiliaires mobilisés sont revêtus d'uniformes ; d'autres ont conservé leurs vêtements civils.

Et à la sortie des bureaux, on assiste à un spectacle étrange : les soldats civils se répandent dans les cafés environnants et se font servir des apéritifs variés.

Les soldats revêtus de l'uniforme ont tout juste le droit, pour se rafraîchir, de contempler leurs camarades.

A l'hôpital-Chaptal, le repas des infirmiers se compose ainsi : soupe, viande légumes et dessert.

Le menu des blessés est le suivant : soupe, viande et légumes.

Les blessés se demandent ce qu'ils ont fait pour être privés de dessert.

Singulière histoire

Une vive agitation règne, paraît-il, parmi les habitants de Villenaux, dans l'Aube, à la suite d'une mesure prise en faveur des prisonniers allemands. Ceux-ci auraient été autorisés, en effet, à assister aux offices religieux à l'église de la commune, et le curé de Villenaux aurait reçu l'ordre d'officier.

Les habitants seraient décidés, si la situation persiste, à ne plus aller à l'église. Cette information ainsi présentée nous paraît sujette à caution. Que les habitants de Villenaux, mécontents de se trouver dans l'église avec des Allemands, fassent grève, c'est possible et ils sont dans leur droit. Mais quand on nous dit que le curé a reçu l'ordre d'officier, nous avons lieu d'être étonnés. Qui a donné cet ordre ?

Le maire, le sous-préfet, le commissaire de police ? C'est invraisemblable. Un curé ne dépend que de son évêque et n'a d'ordre à recevoir que de lui. Or, un évêque ne peut ordonner à un curé de dire la messe, pour la bonne raison que c'est son devoir de la dire et qu'il ne viendra pas à l'esprit de ce dernier de s'y refuser, sous prétexte qu'il y a des indésirables dans son église. C'est pourquoi la nouvelle ne nous paraît pas claire.

Acte de probité

Lu à la décision du ...^e territorial du 14 février :

Le soldat X..., de la 4^e compagnie, ayant trouvé un portemonnaie qui contenait deux billets de cinq francs, s'est empressé de le remettre au bureau du chef de bataillon, où il a été réclamé quelques heures après

par son propriétaire, N..., de la 3^e compagnie.

A la suite de pertes par trop fréquentes de portemonnaies qui indiquent une insouciance blâmable de la part de leurs propriétaires, le lieutenant-colonel prévient les soldats ou gradés négligents qui perdraient à l'avenir leur portemonnaie qu'il sera, à son grand regret, dans la nécessité de leur infliger des punitions exemplaires. Quand on a de l'argent et qu'on est un homme sérieux, on prend des dispositions pour ne pas le perdre.

Sans examiner l'opportunité de la consolation administrée sous forme de quelques jours de prison à l'infortuné trouper qui se désole d'avoir perdu son portemonnaie, on peut craindre que cette mesure n'ait un effet fâcheux sur les sentiments de probité des habitants de la ville de X..., tant civils que militaires.

Désormais, quiconque trouvera sur la voie publique un portemonnaie s'empresera de le garder, en se donnant cette raison charitable qu'en le portant au commissariat, on risquerait de faire infliger à un malheureux soldat une punition exemplaire.

On lit cette annonce dans la *Chemiker Zeitung*, la plus importante revue chimique d'Allemagne :

WELCHES WERK der Chemischen Grossindustrie will sofort nach Friedensschluss den französischen Markt zurückerobern ?

Kombination mit unbedingt günstiger Aussicht auf Erfolg ! Anfragen unter A. F. 5123 an die Expedition der Chemiker Zeitung, in Cothen (Anhalt).

En français : Quelle entreprise de grande industrie chimique désire, aussitôt après la paix, reconquérir le marché français ? Combinaison avec succès assuré. S'adresser sous chiffre A. F. 5123 à l'administration de la *Chemiker Zeitung*, à Cothen (Anhalt).

Voilà des gens entêtés. Et si nous les laissons faire...

Aurions-nous en France cette prévoyance, en pleine guerre, d'organiser une combinaison pour conquérir... le marché français ? Malheureusement ce ne serait pas une « combinaison avec succès assuré ».

Du prix des poulets

Nous nous indignions l'autre jour du prix des poulets à Salonique, où ils coûtent 8 francs la pièce.

Un lieutenant momentanément logé dans une tranchée champenoise nous demande de consoler ses camarades exilés sur le front du Vardar, et de leur dire qu'en réalité la vie à Salonique est d'un bon marché inouï.

Car il vient d'acheter chez un marchand de volailles, dans une petite ville voisine du front, une vieille poule endurcie par l'âge et l'adversité. Il l'a payée quinze francs.

Henri IV, s'il vivait de nos jours, ne ferait plus de vœux irréalisables : seuls les millionnaires peuvent se permettre de mettre tous les dimanches la poule au pot.

Egalité

A l'école de Guerre, une partie d'auxiliaires mobilisés sont revêtus d'uniformes ; d'autres ont conservé leurs vêtements civils.

Et à la sortie des bureaux, on assiste à un spectacle étrange : les soldats civils se répandent dans les cafés environnants et se font servir des apéritifs variés.

Les soldats revêtus de l'uniforme ont tout juste le droit, pour se rafraîchir, de contempler leurs camarades.

A l'hôpital-Chaptal, le repas des infirmiers se compose ainsi : soupe, viande légumes et dessert.

Le menu des blessés est le suivant : soupe, viande et légumes.

Les blessés se demandent ce qu'ils ont fait pour être privés de dessert.

Singulière histoire

Une vive agitation règne, paraît-il, parmi les habitants de Villenaux, dans l'Aube, à la suite d'une mesure prise en faveur des prisonniers allemands. Ceux-ci auraient été autorisés, en effet, à assister aux offices religieux à l'église de la commune, et le curé de Villenaux aurait reçu l'ordre d'officier.

Les habitants seraient décidés, si la situation persiste, à ne plus aller à l'église. Cette information ainsi présentée nous paraît sujette à caution. Que les habitants de Villenaux, mécontents de se trouver dans l'église avec des Allemands, fassent grève, c'est possible et ils sont dans leur droit. Mais quand on nous dit que le curé a reçu l'ordre d'officier, nous avons lieu d'être étonnés. Qui a donné cet ordre ?

Le maire, le sous-préfet, le commissaire de police ? C'est invraisemblable. Un curé ne dépend que de son évêque et n'a d'ordre à recevoir que de lui. Or, un évêque ne peut ordonner à un curé de dire la messe, pour la bonne raison que c'est son devoir de la dire et qu'il ne viendra pas à l'esprit de ce dernier de s'y refuser, sous prétexte qu'il y a des indésirables dans son église. C'est pourquoi la nouvelle ne nous paraît pas claire.

Les Martyrs d'Alsace

LES FEMMES HÉROIQUES

Quand on parcourt les listes de condamnés publiées par les conseils de guerre d'outre-Vosges, on est frappé du nombre des femmes qui y figurent. C'est que la femme alsacienne est l'adversaire que le « Schwobe » redoute le plus. Son sourire ironique l'inquiète, le désespère ; son rire l'agace ; son indépendance de langage, son esprit irrespectueux pour qui rien n'est sacré, ni l'empire, ni l'armée, ni le kaiser lui-même, sa franchise, son audace le mettent en fureur...

Il le lui fait bien voir. A quelque milieu social qu'elle appartienne, il ne manque pas de la punir, lorsque l'occasion s'en présente, et les mois et les années de prison tombent dru comme grêle sur les têtes rebelles.

Les internationalistes répondaient souvent, avant la guerre, à ceux qui parlaient des sentiments français des Alsaciens-Lorrains : « Oui, c'est peut-être exact pour les bourgeois, pour les classes riches, pour ceux qui ont de la famille en France ; mais les classes pauvres nous ont oubliés depuis longtemps. Les paysans, les ouvriers de Strasbourg ou de Mulhouse ne se soucient guère de nous. Allemands ou Français, c'est tout un pour eux. L'essentiel est qu'ils gagnent leur vie... »

Or, par un singulier contraste, il semble que ce soit surtout chez les humbles que le souvenir de la France soit resté tenace. Ce sont surtout les « prolétaires », malgré les dangers qui les menacent, et qu'ils connaissent, ce sont surtout des femmes d'ouvriers ou de manœuvres que les tribunaux condamnent.

La femme Dontenville et sa fille comparaissent devant le conseil de guerre de Colmar pour avoir manifesté, à plusieurs reprises, leurs sentiments francophiles. L'acte d'accusation leur reproche les faits suivants : « En face de blessés allemands elles ont dit : « Pour ceux-ci c'est bien fait ! » A un blessé français, elles ont porté du secours. La mère s'écria une fois : « Tous les Boches devraient crever ! » La fille dit aussi : « J'ai du sang français ; ils peuvent faire ce qu'ils veulent ! » En vertu de la loi française de 1822, les deux accusées sont condamnées, pour cris séditieux, à un mois de prison.

Marie Filbert, de Strasbourg, « pour s'être souvent moquée des nouvelles de victoires allemandes en disant : « Rira « bien, qui rira le dernier » et n'avoir cessé d'exprimer sa conviction que la France sera victorieuse et qu'alors les Allemands s'en trouveront mal » est punie de deux mois de prison ; et elle n'avait pas tenu ces propos en public !

La femme Jost, de Strasbourg, demeurant 32, rue de Lichtenberg « a depuis le début de la guerre insulté de la façon la plus haineuse les Allemands et l'Allemagne. Elle a même eu l'audace de vilipender les personnes de l'empereur et de l'impératrice. Elle a, en outre, traité de « blagues » les communiqués officiels allemands, et répandu de fausses nouvelles sur la guerre... » Six mois de prison seulement, car le degré d'instruction de l'accusée est jugé très inférieur !

Clémentine Bachmann, de Wihr-au-Val, déclare que « les Allemands ont traversé la Belgique par surprise : si les Allemands triomphent, alors il n'y a pas de Dieu. Les Allemands devraient manger ce que ch... les chasseurs alpins, et ça vaudrait beaucoup mieux si les chasseurs alpins étaient de nouveau à Wihr-au-Val. » Elle s'en est tirée avec six semaines de prison.

On pourrait multiplier à l'infini les extraits de jugements. Ils suffisent à montrer combien le sentiment français est resté vivant dans le cœur des femmes du peuple. Il arrive même que des Alsaciennes mariées à des Allemands se montrent plus intransigeantes encore que les autres. Ainsi la femme Léontine Schwert, de Mulhouse, déclare à qui veut l'entendre : « La Suisse aurait tout à fait raison de ne pas fournir de marchandises aux Schwobes ; elle doit les laisser affamer ! », et à son Allemand de mari, elle crie effrontément : « Si seulement tous les Schwobes crevaient à la guerre et toi avec, toi, vieux *Lumpenschel* ! » En outre, elle chante des chansons françaises, notamment la *Marseillaise*.

Quant à Julie Kirchhoff, femme du coiffeur Habersetsen, elle dit à une voisine dont le mari sert au 99^e d'infanterie : « Les soldats du 99^e sont bien bêtes ; ils n'ont qu'à se rendre. En France, les prisonniers sont bien traités... » Et ces paroles imprudentes ne lui valent que deux mois de prison.

Passons, maintenant, des ouvrières de fabrique aux femmes de chambre, aux vendeuses de grands magasins. Certains actes d'accusation sont bien caractéristiques des sentiments de ces petites âmes.

Valérie Fichter, vendeuse à Mulhouse, s'est laissée aller en de nombreuses circonstances à manifester des goûts anti-allemands. « Elle a dit, par exemple, à sa co-locataire, après la prise de Przemysl : « Laissez-moi tranquille et ne me dites plus rien, car je ne veux « plus rien savoir, si les Schwobes sont vainqueurs ! Je suis irritée ! Ça m'est

« insupportable ! » A environ quatre semaines de là, elle a déclaré : « Les Schwobes au Hartmannswillerkopf « n'ont plus rien à bouffer ; les Français « doivent leur passer du pain blanc pour « qu'ils aient à manger. » — « Mon père « est un rudement bon Français ; il est « presque devenu maire lorsque les « Français sont venus. » — « J'ai un « frère qui n'a pas voulu servir chez les « Schwobes ; aussi s'est-il sauvé chez « les Français. » Au cours de l'hiver 1914-1915, elle s'est une fois exprimée ainsi : « Si les Schwobes sont vainqueurs, leur cou se montera tellement de fierté qu'ils pourront regarder dans les chevrons des toits. » Un jour que l'agent de police Neimiger, qui habite la même maison qu'elle, s'était mis en civil, elle a dit : « Je crois « que les Schwobes vont de nouveau se « trotter ! » Lors de la déclaration de guerre de l'Italie, elle fit remarquer à la femme Ehrhardt qu'elle avait fait un bon dîner avec son galant pour fêter l'événement. »

Quel esprit amusant et juste on devine à travers ce compte-rendu judiciaire ! Comme cette petite vendeuse juge bien ses maîtres ! On comprend que ses railleries les touchent et qu'ils se vengent en l'envoyant en prison pour plusieurs mois.

Hélas ! Valérie Fichter n'y est pas seule : une enfant de seize ans, la petite Geule, injurie des camarades en les traitant de « sales Schwobes » et exprime l'espoir que les Français entrèrent bientôt à Strasbourg. En prison pour un mois. Mlle Düppel, voyant apparaître des troupes allemandes sur l'écran du cinéma, ne parvient pas à se maîtriser assez tôt et s'écrie : « Sales Boches ! » En prison pour trois mois.

Madeleine Bilger, à Wittenheim, dit : « Quand les Français arriveront tout « pour le mieux. » En prison.

La femme Harlmann insulte l'empereur et manifeste des sentiments francophiles. En prison pour six mois.

Joséphine Schmurtz, de Rosheim, femme de chambre à Strasbourg, met en parallèle « la sauvagerie des soldats allemands et la gentillesse des soldats français. Elle souligne notamment comment ces derniers furent bien accueillis partout dans le village, comment on leur a indiqué les chemins et comment on les a soutenus et encouragés par tous les moyens. »

Aux juges qui lui demandent si elle aime bien la France elle répond affirmativement. Le tribunal, pour cette réponse, la considère comme inintelligente, donc comme ayant droit aux circonstances atténuantes. En prison pour six mois.

Même attitude des femmes alsaciennes des classes sociales plus élevées, filles et femmes de pasteurs, de maires de fonctionnaires, d'industriels, de maîtres, ou sœurs de charité manifestant les mêmes sentiments que les ouvrières de fabrique, les vendeuses, les midinettes ou les femmes de chambre.

Un mandat d'arrêt est lancé contre Mme Henri Reichart, de Mulhouse, veuve du directeur de fabrique, pour avoir favorisé la désertion de ses deux fils, Robert et Paul. Sa fortune est saisie.

Mme Heitz, femme d'un employé du bureau municipal de Strasbourg, est condamnée à six mois de prison pour s'être moquée des sonneries de cloches annonçant des victoires allemandes.

Les Allemands emprisonnent successivement : une dame Lévy, la fille du pasteur en chef de Mulhouse, Mlle Jeanne Stern, et sa sœur Valentine. De Mlle Stern, ils disent : « N'a pas cessé de critiquer l'empereur et le kronprinz comme auteurs de la guerre. Elle a filé en chaque occasion la conduite des Allemands en Belgique et la brutalité des soldats allemands en général ; elle s'est réjouie de leurs nombreuses pertes, elle a empêché sa femme de chambre de donner à boire aux soldats en marche. Elle a caché de la vaisselle en cuivre, en disant qu'elle ne voulait pas livrer de la matière pour tuer des Français. »

Quant à sa sœur Valentine (Bertha Jostlin), de la maison-mère de Niederbronn, établie à Riedisheim, le tribunal militaire extraordinaire de Mulhouse lui reproche « d'avoir chassé du couvent un soldat allemand gravement blessé, tandis que les lits n'étaient occupés que par des Français non blessés et qu'il y avait encore des places libres » ; de plus « le traitement et l'alimentation des blessés allemands auraient laissé beaucoup à désirer ». Pour trahison, sa sœur Valentine est condamnée à cinq ans de travaux forcés.

On voit jusqu'où peut aller la haine du « Schwobe » pour la femme française favorable aux Français. Leur amour-propre blessé ne pardonne pas. Ils répondent au mépris ou au ridicule par la prison et les travaux forcés.

Mais nous, songeons parfois à l'aimable et vaillant courage de celles qui, par delà les tranchées, souffrent également pour notre cause. On ne dira jamais assez combien la femme d'Alsace a fait pour maintenir vivant le souvenir français dans la Terre d'Empire. Avant la guerre, pendant la guerre, son action aura été décisive et, si les provinces perdues nous attendent si anxieusement aujourd'hui, c'est, pour une bonne part, à elle que nous le devons.

André Fauro

DERNIÈRES NOUVELLES

Le cardinal Mercier

La Gazette populaire de Cologne, organe de la fameuse fraction moderniste et pangermaniste dite l'École de Cologne, consacre au cardinal Mercier un article plein de haine et de menaces.

« Ce n'est pas accidentellement, dit-elle, que les phrases de la lettre pastorale du cardinal Mercier mentionnent la lutte entre le bien et le mal, entre les anges et les démons : elles ont trait à la lutte entre l'Allemagne et ses ennemis. Ce n'est pas accidentellement non plus que le cardinal Mercier et M. Briand ont eu une longue conversation à Rome.

« Ces faits, extrêmement déplaisants pour l'Allemagne et les autorités allemandes, auront une répercussion nécessaire sur la situation du cardinal. Nous doutons que le modus vivendi existant jusqu'ici entre le cardinal Mercier et l'administration allemande puisse subsister. »

Nous avons fait pressentir que le cardinal Mercier se préparait des ennemis : les voilà bien près de s'abattre sur lui. Tout ce qu'on peut ajouter, c'est que la persécution ne le trouvera ni surpris, ni fléchissant. Il possédait assez de clairvoyance pour l'apercevoir à distance et de courage pour aller au-devant d'elle : pareillement il a l'âme assez haute pour la subir en la méprisant.

Quant aux adeptes de la secte de Cologne, nous les trouvons fidèles à eux-mêmes dans la diversité de leurs rôles : chiens muets, quand ils auraient dû soutenir les droits de l'Eglise, on les a vus chiens de police pour suivre à la piste le prélat traqué, et les voici chiens aboyeurs pour l'hallali. — ACHILLE PLISTA.

Ce que la Roumanie attend

On mande de Genève, 20 février : L'Universel, journal de Bucarest, dont les préférences sont pour les Austro-Allemands, publie sur l'attitude de la Roumanie un article dont la conclusion mérite d'être signalée.

L'Universel reconnaît que « si Salonique succombe, la Roumanie sera mise à la merci des puissances centrales. Mais, ajoute-t-il, la Quadruple comprend qu'elle doit faire de grands efforts pour vaincre dans les Balkans. Pour cela, il est nécessaire de restituer à la Serbie et au Monténégro leurs territoires, de vaincre la Bulgarie et la Turquie et de conquérir Constantinople, ainsi que la Bukovine et la Galicie orientale. Une victoire décisive dans les Balkans pourrait décider de l'attitude de la Roumanie. »

Par conséquent, quand nous aurons conquis la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie, la Turquie et Constantinople, la Bukovine, la Galicie orientale, alors la Roumanie se décidera en notre faveur. Nous espérons qu'elle se décidera plutôt, mais l'Universel est bon à citer pour faire contrepoids aux opinions et nouvelles mensongères en sens opposé qui sont fréquemment lancées à Paris.

Impressions de Bulgarie

Appréhensions et mécontentement
Londres, 20 février. — Du Daily News : Un diplomate neutre qui est revenu récemment de Bulgarie, dit que les pertes bulgares s'élevaient jusqu'à 150.000 hommes. L'armée se trouve donc réduite maintenant à 180.000. Ce nombre est absolument insuffisant pour aider les Allemands à attaquer Salonique.

« Les soldats qui n'ont plus que des rations réduites, sont découragés et fatigués de la guerre et ils redoutent les représailles russes dans un prochain avenir. On blâme ouvertement le roi d'avoir vendu le pays aux Allemands ; il devient très impopulaire. « Son voyage en Allemagne et en Autriche a été décidé parce qu'il craignait qu'il ne lui fût impossible d'éviter une révolution si les Austro-Allemands ne prenaient pas la précaution d'organiser des mesures à Berlin et à Vienne sur leur caractère urgent. »

L'AUTRICHE FINIT PAR COMPRENDRE

On transmet, par dépêche de Genève, 20 février, la drôlatique communication que voici : « Les journaux allemands annoncent que si le gouvernement autrichien ne reçoit pas de réponse du roi Nicolas, il considérera que son silence signifie qu'il décline les propositions qui lui ont été faites. »

LES ARMÉNIENS ET LA PRISE D'ERZEROU

Marseille, 20 février. — Une délégation composée d'environ 200 Arméniens s'est rendue ce matin à la préfecture, où plusieurs d'entre eux ont été reçus par le préfet et lui ont remis une adresse de félicitations à l'occasion de la prise d'Erzeroum par les Russes.

Le Pape se plaint

Rome, 20 février. — Une dépêche de Ravenne à l'Idée Nationale annonce que l'archevêque de Ravenne a reçu une lettre du cardinal secrétaire d'Etat exprimant la douleur du pape pour l'incursion autrichienne et amonçant que le pape n'a pas manqué de faire les plus chaleureuses exhortations pour que des incursions pareilles ne soient plus renouvelées.

Etats-Unis et Allemagne

L'Amérique paraît se ressaisir

New-York, 20 février. — Le Brooklyn Daily Eagle, après avoir jugé regrettable l'indécision de ces jours derniers dans la question de l'armement défensif des navires marchands, se montre convaincu que les Etats-Unis sont dans la bonne voie. Ils y resteront. Les Empires Centraux trouveront une résolution inébranlable car reculer serait maintenant impossible.

Le Globe estime que l'Amérique ne peut pas espérer la paix et le développement de la démocratie si la guerre se termine par le triomphe de l'impérialisme et du militarisme.

Le New-York Times ne croit pas que, malgré les bruits contraires, l'Allemagne puisse exécuter une nouvelle offensive contre les Etats-Unis, alors que le crime de Lusitania n'est pas encore réparé.

La New-York Tribune dit que la note de Berlin annonçant une nouvelle ère de la guerre de piraterie à partir du 1er mars a été une stupéfaction pour le gouvernement américain, lorsqu'il s'est aperçu que l'Allemagne fondait de nouvelles prétentions sur la note de M. Lansing du 18 février. Le discours du sénateur Root et les protestations de tout le pays ont démontré qu'il ne pouvait être conclu un marché avec M. Bernstorff en échangeant l'acceptation de la nouvelle politique sous-marine de l'Allemagne contre le règlement de l'affaire de Lusitania.

Australie, Canada, Angleterre

« Unis contre le tigre mangeur d'hommes »

Ottawa, 20 février. — M. Hughes, premier ministre d'Australie, qui séjourne actuellement au Canada, a prononcé un discours à un grand déjeuner qui lui a été offert au Canadian Club.

« La guerre, a-t-il déclaré, a amené l'unité parfaite de l'empire en soudant par des liens indissolubles une fédération élastique de façon à en faire un peuple homogène. » So réferant aux propositions allemandes du début de la guerre et garantissant l'indépendance nationale du Canada, de l'Australie et des autres « dominions » anglais, il les a comparées à l'intention du tigre mangeur d'hommes qui désire attaquer ses victimes l'une après l'autre.

« L'Allemagne, a-t-il ajouté, sait maintenant qu'elle a affaire non seulement à l'Angleterre, mais aux volontaires résout des dominions britanniques qui lutteront jusqu'au bout à côté de ceux à qui ils doivent l'idéal et les traditions qui sont l'essence de la patrie.

« L'Australie a pu agir comme elle l'a fait parce qu'elle a comme pierre fondamentale de son édifice démocratique le système du service militaire obligatoire. »

Actions d'artillerie sur le front italien

Communiqué italien

Rome, 20 février. — Commandement suprême : « Dans la vallée de la Sugana, les petites incursions de notre infanterie ont continué ; nous avons fait quelques prisonniers.

« Le long du reste du front, actions habituelles des deux artilleries. Notre artillerie a bombardé Uggowitz dans la vallée du Fella, où d'importants mouvements de troupes étaient signalés.

« Un avion ennemi a lancé quelques bombes sur Ala sans causer de dommages. » Signé : CADORNA. »

Le raid des avions italiens

L'Italie rendra coup pour coup

Rome, 20 février. — Le raid d'avions italiens sur Lubiana peut être considéré comme la première tentative sérieuse d'aviation italienne vers l'intérieur du pays autrichien. Les escadrilles militaires s'étaient bornées jusqu'ici à accomplir des reconnaissances ou des bombardements sur les voies ferrées des stations de concentration des troupes et du matériel dans la zone de guerre.

Il a fallu les récentes incursions ennemies à Milan, Ravenne, Monza, pour décider le haut commandement italien à lâcher la bride à ses aviateurs impatientes de prouver qu'ils n'étaient pas inférieurs en courage et en habileté à leurs collègues européens.

La ville qui devait expier la barbarie de l'état-major autrichien fut Lubiana, située à 85 kilomètres de la ligne de l'isonzo. Grâce à d'excellents appareils qui feront bientôt parler d'eux, de nombreuses grenades et bombes ont pu être jetées sur la ville. Un appareil assailli par six avions autrichiens fut obligé d'atterrir.

Le résultat de ce premier raid est donc tout à l'honneur de l'aviation italienne ; l'effet moral ne lui sera certainement pas inférieur.

Le pape avait, à diverses reprises, insisté auprès de l'empereur François-Joseph pour que les méthodes barbares de lutte fussent abandonnées, mais l'empereur d'Autriche avait trouvé une réponse très originale à la demande du souverain pontife : non seulement ses aviateurs continuèrent le bombardement aérien des cités ouvertes, mais ils allèrent lancer leurs engins meurtriers juste sur l'église Saint-Apollinaire, qui se trouve en dehors de la ville même de Ravenne : le hasard peut être difficilement invoqué dans un tel cas.

Il semble que la méthode employée par l'état-major italien aura plus de succès que celle du Vatican, car la barbarie autrichienne sera payée désormais non plus d'une remontrance du chef de l'Eglise, mais bien du sang autrichien, que les représailles feront couler à l'intérieur de l'empire.

Les journaux souscrivent pleinement à cette mesure et expriment l'espoir de voir mettre en vigueur l'antique loi du talion.

Inconscience allemande

« Le commerce devra reprendre avec les Etats actuellement ennemis »

Genève, 20 février. — Hier, à la Diète prussienne, au cours d'une discussion sur la question commerciale, les orateurs de tous les partis ont déclaré que l'Allemagne, dont le commerce était en pleine progression, n'avait aucun intérêt à faire la guerre et que ses adversaires, sous des prétextes inventés par eux, ne visaient qu'à empêcher le commerce allemand de façon qu'il ne puisse pas se relever. Mais, ont-ils ajouté, le commerce allemand saura reconquérir sa place dans le monde.

M. de Sydow, ministre du commerce, a dit :

« Des mesures seront prises bientôt pour diminuer les importations et intensifier les exportations. L'importation des objets de luxe et d'autres articles du même genre devra être réduite ; en outre, il faudra examiner si toutes les interdictions d'exporter doivent être maintenues. Il est urgent de penser à l'organisation du commerce après la guerre et à nos relations commerciales avec nos voisins.

« Le développement des relations économiques avec l'Autriche-Hongrie dépend du renforcement des liens politiques, mais les deux parties contractantes doivent y trouver leur compte.

« Le commerce devra reprendre avec les Etats neutres et les Etats actuellement ennemis. L'Allemagne, dans l'avenir, ne peut pas renoncer au marché mondial pour son commerce et son industrie. »

Mais l'Angleterre n'est pas du même avis

New-York, 20 février. — M. Bonar Law, dans un entretien accordé au New York Times, commence par affirmer que, si le militarisme allemand n'est pas écrasé, rien n'empêchera la répétition du cataclysme. Puis il estime qu'une entente économique entre les Alliés sera nécessaire après la guerre.

« L'Allemagne, dit-il, avait pour ainsi dire pris le commandement du développement économique de la Russie avant la guerre. A l'avenir, ce développement doit passer principalement entre les mains de la France et de l'Angleterre.

« L'influence commerciale allemande croissait en Italie ; elle n'était pas insignifiante en France, et forte en Angleterre. L'Allemagne sera chassée de nombreux marchés par la force des circonstances. »

LA BAISSÉ DU MARK

Genève, 20 février. — La plupart des journaux de ce matin commentent la nouvelle crise de faiblesse dont le mark a été privé hier à la Bourse de Genève (baisse de 1 fr. 20 en une séance).

« Nous avons déjà exprimé notre opinion à ce sujet, dit le Tribune de Genève ; toutes les combinaisons des banquiers ou des ministres allemands, toutes les échappatoires les plus habiles ne peuvent rien contre la baisse du change germanique. L'Allemagne n'a qu'un moyen d'y remédier, c'est d'exporter de l'or et, ce moyen, elle n'ose pas l'employer : il l'aitabilirait trop.

Mœurs militaires allemandes

Intermédiaire à l'arrière

Pétrograd, 20 février. — La Gazette de la Bourse donne un intéressant compte-rendu d'une grave mutinerie des troupes allemandes dans le village de Zhirmund, province de Wilna, où des détachements de la 12^e armée stationnent en réserve.

Le commandant allemand de Zhirmund, un officier de cavalerie nommé von Raabe, a été tué. L'affaire s'est produite à la suite d'une orgie à laquelle se livraient un certain nombre d'officiers allemands, conformément à leurs habitudes quand ils se trouvent à l'arrière. Des soirées sombres dansantes auxquelles des femmes prenaient régulièrement part, étaient données par les officiers dans l'église du pays, pendant que la musique du régiment jouait à mesure que se déroulaient les scènes d'orgie.

Le commandant qui avait qualité pour mettre fin à ces scènes pénibles arriva avec une garde et fut insulté par quelques officiers ivres. Une lutte s'ensuivit et le désordre se répandit. Plus de quarante officiers sont passés en conseil de guerre.

COMMUNIQUE BELGE

Journée calme sur le front de l'armée belge. Lutte de bombes dans la région de Steenstraete.

LE PROCES DES COLONELS SUISSES

Berne, 20 février. — Les débats de l'affaire des colonels subissent un retard de deux ou trois jours du fait du remplacement du colonel-auditeur Sherrer, malade ; ils commenceront vraisemblablement le 28 février.

Les Catalans de Paris

Le Centre Catalan de Paris a fêté hier, son 15^e anniversaire dans un banquet que présidait M. Pierre Balmana, vice-président de la Chambre de Commerce d'Espagne, et auquel avaient été conviées de nombreuses personnalités françaises, parmi lesquelles MM. Vilar, sénateur, et Emmanuel Brousse, député des Pyrénées-Orientales.

Parmi les convives, on remarquait un jeune aviateur catalan, revenu tout exprès du Chili, où il habitait lors de la déclaration de guerre, pour s'engager dans les rangs de l'armée française, et un autre fanassin, également d'origine catalane, amputé du bras gauche et qui portait fièrement sur la poitrine la croix de la Légion d'honneur et la médaille militaire. Deux mille de leurs compatriotes avaient suivi leur exemple lors de la mobilisation. Au dessert plusieurs discours ont été prononcés, dans lesquels d'éloquents allusions ont été faites en langue catalane à la récente manifestation hispano-française de Perpignan.

LA VALEUR de l'intervention roumaine

Depuis quelques jours les nouvelles, surabondantes pendant la première partie de ce mois, se font plus rares au sujet de la Roumanie. Seuls les journaux allemands continuent leur campagne d'intimidation et de violence envers le gouvernement de Bucarest, mais il convient de n'accueillir qu'avec la plus extrême réserve les informations de cette source. D'autre part, la censure des télégrammes et des correspondances privées s'exerce avec sévérité en Roumanie, d'où les journaux eux-mêmes ne peuvent sortir qu'avec des retards encore accrues par les précautions des censure étrangères.

Quelle que soit la forme qu'ait revêtue la démarche effectuée, il y a une quinzaine de jours, par les ministres austro-allemands auprès de M. Brătianu — commercement de mise en demeure ou simple réclamation arriérée — il est certain, cependant, que les relations se tendent rapidement entre la Roumanie et ses voisins. S'il n'y a pas un mot de vrai dans l'information, complaisamment reproduite par une presse plus désireuse de satisfaire les désirs de ses lecteurs que de les renseigner, annonçant que Guillaume II aurait sommé le souverain roumain de ne pas oublier qu'il était un Hohenzollern, il est certain que l'état-major roumain presse ses préparatifs militaires et que de grosses concentrations de troupes ont été faites le long du Danube, face à la Bulgarie, et dans le voisinage immédiat de la frontière austro-hongroise. Il est certain, enfin, que les conditions posées par la Roumanie au transport des céréales achetées par les Austro-Allemands rendent leur enlèvement très difficile, pour ne pas dire impossible, et que la Roumanie a refusé de vendre, à quelque prix que ce soit, du blé et de la farine aux Bulgares. L'exaspération frénétique des germanophiles roumains que conduisent les Merchiloman et les Carp et le ralliement autour de M. Brătianu de tous les partis interventionnistes, qui jusqu'à ces derniers temps ne lui avaient ménagé ni leurs critiques ni leurs attaques, constituent aussi des symptômes extrêmement significatifs. Ce n'est pas encore l'hostilité ouverte entre Bucarest et les Empires du Centre, mais de part et d'autre les redoutables questions qui l'annoncent commencent à être posées. Et d'un bout à l'autre du pays chacun est à son poste de combat.

On s'est souvent étonné en France de ce que l'on a appelé les « tergiversations de la politique roumaine ». La Roumanie n'a jamais hésité. Dès le premier jour, son parti a été irrévocablement pris, comme le fut celui de l'Italie, mais — comme l'Italie — elle risquait en se pressant trop d'être mise dans l'impossibilité d'agir utilement. Elle ne s'est pas prononcée plus tôt parce que, diplomatiquement et militairement, elle avait besoin de gagner du temps.

Diplomatiquement il lui fallait régler toutes les éventualités que son entrée en action contre l'Autriche et la Bulgarie pouvait faire surgir dans les Balkans et ailleurs. C'est aujourd'hui chose faite. Militairement elle manquait d'artillerie, de fusils et surtout de munitions. Manquant d'arsenaux et de fabriques, elle a acheté à l'étranger — en Amérique, en Italie et même en Autriche et en Allemagne — pour des centaines de millions d'obus, de canons, de fusils, d'équipements militaires. Mais à attendre qu'ils lui parviennent les mois ont passé... et les occasions. Les livraisons austro-allemandes lui ont valu, notamment en février 1915, de cuisantes déceptions. J'en rappellerai une seule : plus de la moitié des fusils livrés en Roumanie, en échange de pétrole, de céréales et d'argent aussi, par les usines Skoda, avaient été rendus inutilisables par suite de l'enlèvement d'une pièce essentielle au mécanisme et nombre des cartouches qui les accompagnaient n'étaient chargées qu'avec du sable... L'or allemand a rendu riches beaucoup de traites.

Aujourd'hui les derniers préparatifs de l'armée roumaine sont achevés. Par le nombre et par l'outillage elle constitue un organisme militaire formidable. Alors qu'en 1877 elle ne put mettre en ligne que 80.000 hommes, et qu'elle ne mobilisa contre la Bulgarie, en 1913, que 500.000 soldats, dont plus de 300.000 franchirent le Danube, elle dispose actuellement d'une armée de première ligne, tout entière concentrée à pied d'œuvre, de plus de 600.000 combattants, solidement encadrée, entraînée à force depuis dix mois, avec plus de 1.000 bouches à feu des derniers modèles et près de 800 mitrailleuses.

Une armée de seconde ligne, forte de plus de 350.000 hommes, a été constituée par la mobilisation des formations de territoriale, l'appel des dispensés et ajournés de toutes les classes mobilisables, ainsi que des recrues des classes 1915 et 1916.

Mais la valeur de la coopération roumaine ne se mesure pas seulement au poids jeté dans la balance des batailles par l'intervention des armées massées dans la Dobroudja et au pied des Carpathes. Elles donneront surtout aux immenses réserves russes concentrées dans l'intérieur de l'Empire, en arrière des armées qui opèrent sur les fronts polonais et hongrois, et dont les têtes de colonnes effleurent toute la frontière nord-est de la Roumanie, la possibilité d'utiliser les voies ferrées roumaines pour se porter sur le Danube et vers la Transylvanie, à la fois à la rencontre des Franco-Anglais de Salonique et à l'attaque de la Hongrie méridionale.

L'heure roumaine n'a pas encore sonné, mais les événements d'Arménie, l'ajournement forcé de l'offensive germano-bulgare contre Salonique, les progrès russes vers Czernovitch, le hâtant singulièrement. Et c'est une violence austro-allemande qui en décidera.

Henri Pozzi

FETES A NICE

Le Comité franco-italien de Nice, présidé par M. d'Atti, a organisé une série de fêtes au bénéfice des victimes de la guerre de France et d'Italie.

Hier matin, au consulat d'Italie, M. Tiltoni, ambassadeur d'Italie à Paris, a présenté à M. de Joly, préfet des Alpes-Maritimes, la colonie italienne.

UNE BALLE DANS LE FOIE n'est pas une blessure de guerre !...

On doit une pension à tous les combattants blessés en service commandé. C'est inscrit dans la loi, et cela a été proclamé solennellement à la tribune ; et loi ou ministres eussent-ils été muets, que ce serait inscrit dans cette loi qui est supérieure aux textes que rédigeent les hommes, dans celle qu'a tracée le Code immanent de la justice, de la bonté et de l'humanité. Regrettons que certaines commissions de réforme refusent ce droit à des blessés dont la guerre a fait des déshérités.

Voici un homme qui a été frappé gravement, à Charleroi, le 24 août 1914 : plaie profonde du dos intéressant la région du foie. On le ballotta de permission en permission, puis on le réforme n° 2, sans pension ni gratification, pour « congestion de la rate et hypertrophie du foie » !

Cet autre a été blessé vers la même époque, le 16 septembre 1914, à Elin-court : trois blessures, dont une grave, l'émasculat. Après quatre mois de traitement, trois mois de congé, il rejoint son dépôt pour obtenir la réforme n° 1. Au lieu de la réforme, on lui donne un nouveau congé — trois mois — puis on l'envoie au Grand-Palais, ensuite au gymnase Japy, et puis ce sont à nouveau congés sur congés jusqu'au 29 janvier dernier, date à laquelle ce malheureux échoue dans un service de radiothérapie. Quelles autres tribulations l'attendent, quand il en sortira ? L'auxiliaire, peut-être ! N'aurait-il pas dû, depuis longtemps déjà, avoir sa réforme n° 1 ?

Et cet autre, blessé d'une balle au foie qui n'a pu être extraite, et qu'on réforme n° 2, sans pension, lui non plus, pour « affection chronique (!) du foie » ?

Est-ce que de pareilles décisions sont légales, humaines et justes ? Et les commissions qui les proposent croient-elles donc vraiment, ce faisant, servir utilement les intérêts du pays ?

Mortimer-Mégret

L'aluminium sert à faire des zeppelins, etc...

Le journal anglais Ironmonger, organe des industries métallurgiques, publie dans son numéro du 12 février dernier la note suivante :

ALUMINIUM EN NORVÈGE

Une grande fonderie d'aluminium est en train de s'installer à Høyanger, en Norvège, où il y a une chute d'eau capable de fournir une énergie totale de 60.000 chevaux. On se propose de développer, au début, 20.000 chevaux pour la production annuelle de 4.000 tonnes d'aluminium.

La nouvelle société a un capital de 670.000 livres sterling. Elle s'est assurée la propriété de couches importantes de bauxite dans le Midi de la France, où le minerai sera transformé en oxydes qui seront embarqués ensuite pour la Norvège, où ils seront traités.

Cette note ne dit pas quels sont les capitalistes qui ont fourni l'argent social ; elle n'indique pas davantage à quelle nationalité appartiennent les dirigeants de l'affaire. Mais elle dit que le minerai qui doit servir à la fabrication de l'aluminium norvégien viendra de France, et cela nous donne le droit de nous occuper de l'affaire et de demander quelques explications.

Si nous prenons cette liberté grande, c'est qu'il existe à Londres une certaine maison Henry Merton and Co, puissante société métallurgique, qui a installé de par le monde treize autres sociétés représentant un capital de près d'un milliard.

La principale a son siège à Francfort ; or, quand on parle métallurgie et qu'on prononce le nom de Metallurg, on pense aussitôt à la fameuse Metallgesellschaft.

« Notre humble avis, il serait donc intéressant d'en savoir un peu plus long que ne nous en apprend la note du journal anglais précité. Le gouvernement français est sans doute au courant et il daignera peut-être nous rassurer. En tout cas, dans le département du Midi d'où provient la bauxite, il y a certainement des gens qui sont à même de savoir avec qui traite le propriétaire du minerai. Ils feraient œuvre de patriotes en nous renseignant.

Si l'affaire est au-dessus de tout soupçon, nous le dirons volontiers. Mais si elle est tant soit peu louche, notre devoir sera de le proclamer, car il est trop important, dans les circonstances actuelles, de savoir où ira tout cet aluminium que l'usine norvégienne se dispose à fabriquer. — M. S.

L' "Amitié Franco-Suédoise"

L'association l'Amitié Franco-Suédoise a donné, hier, au Palais d'Orsay, une réunion à l'occasion de son assemblée générale, sous la présidence de M. Georges Leygues, ancien ministre.

Le comte Wrangel, historien et savant suédois, a fait une très intéressante conférence, accompagnée de projections de dessins originaux de l'époque, sur le voyage que fit en France, en l'année 1631, le chancelier et régent de Suède Axel Oxenstierna, l'ami de Gustave-Adolphe. Il a remporté le plus vif succès.

JUSQU'AU RHIN

C'est du front de Moselle que s'élançera l'action finale qui nous rendra la ligne du Rhin.

Cette vérité historique, M. Albert de Pouvoirville (fils du premier créateur du Grand Couronné de Nancy) la démontre en un ouvrage qui paraît aujourd'hui et dont nous détachons l'extrait qu'on lira ci-dessous et qui est consacré à la « méthode frédéricienne ».

Frédéric II, dit le Grand

Ce monarque fut mieux qu'un grand guerrier ; il fut un grand stratège et un vrai capitaine, un grand souverain et un vrai politique. Il était, en dehors de ses qualités et de ses vices originaux, d'une intelligence surprenante et vivace, qui le conduisit à aimer Voltaire et à mépriser ses sujets. Ses actions militaires et diplomatiques peuvent se résumer en une seule phrase : il fit de très grandes choses avec de très petits moyens.

Mais il avait de la méthode. Ou, pour mieux dire, une seule méthode, qui était de prévenir, non pas seulement l'ennemi, mais les événements, toutes les possibilités, et le destin lui-même. Ensuite de quoi, il parvint à commander et à maîtriser la fortune.

L'action préventive, voilà la « méthode frédéricienne ». Les Allemands reconnaissent lui ont attaché le nom de son vrai inventeur. Ils n'ont jamais cessé de l'appliquer ; et la guerre de 1914, si longue, si lente, si invraisemblable, ne maintient nos adversaires dans des avantages apparents et immérités que grâce à l'emploi en retard et continu de la fameuse méthode. Ils ont prévu l'indispensable invasion de la Belgique, et ils ont préparé l'impuissance des fortresses flamandes ; ils ont prévu la ruse dans le nord de la France, et ils y ont préparé jusqu'aux plates-formes de leurs 420 ; ils ont prévu l'invasion polonoise et lithuanienne, et ils ont préparé le passage des marais du Priepet ; ils ont prévu notre expédition des Dardanelles, et ils ont préparé, à la boche, les défenses de Gallipoli ; et, l'autre jour encore, ils se sont vantés d'avoir prévu l'écrasement serbe, et ils ont préparé l'ataxie grecque et la folie bulgare. Sur tous les théâtres, ils prévoient l'événement, ils le provoquent. Et ils sont là avant qu'il se produise.

Voilà tout leur secret ; mais il est d'une ampleur à n'en avoir point besoin d'autre. La méthode frédéricienne, appliquée à son heure, et même cinq minutes avant son heure, prête à ces inévitables vaincus de demain une posture de vainqueurs d'aujourd'hui qui illusionne les ignorants, épouvante les faibles, affecte les neutres, et procure à l'Entente européenne les pires difficultés.

Prenez donc, au seul grand roi qu'il ait eu la Prusse, son moyen, éprouvé par tant d'années, consacré par tant de luttes. Et réalisons chez nous, au bénéfice de la paix future, la méthode frédéricienne.

Prévoyons et prévenons. Par la victoire que nous escamotons et qui, par l'héroïsme des Alliés, nous est due, nous ravirons aux Germains leur puissance, mais non pas leurs passions. Nous leur enleverons momentanément la force de mal faire, mais non point le goût et l'envie. Tant qu'il y aura en Europe une Allemagne et une France, nous aurons des voisins détestables, hargneux et toujours enragés de nous sauter à la gorge. Prévoyons, dit le grand Frédéric, ce désir. Et, l'ayant prévu, empêchons, pour le plus long temps qu'il sera possible, sa réalisation.

Il n'est qu'un moyen : les historiens, les politiques, les diplomates, les moralistes et les soldats en tombent d'accord ; il n'est qu'un moyen : c'est, entre eux et nous, la

barrière. Ou, à défaut de la barrière, le fossé. Connaissions enfin, Français, la géographie. Entre nos deux patries, il n'y a pas de barrière, il y a un fossé. Il n'y en a qu'un : le Rhin.

Nous ferons tout ce qu'on voudra des populations situées à l'ouest du Rhin, et qui méritent un statut en conformité avec leurs mœurs et leur histoire. Mais il nous faut, contre l'Allemagne, le Rhin.

Et je le répète une dernière fois : nous ne ferons pas, en étendant jusque-là sinon notre pouvoir direct, du moins notre hégémonie et l'étroite surveillance de notre garantie, nous ne ferons pas de non-sens historique ou traditionnel. Au Rhin, Napoléon protégeait les Etats de la rive droite, et appuyait à la rive gauche les départements de l'Empire Français. Les généraux de la Révolution et les maréchaux des rois de France y faisaient boire leurs chevaux. Les Missi Dominici de Charlemagne le traversaient comme une rivière vassale et soumise. L'Empire Romain, dont nous sommes les fils et les incontestables héritiers, plantait, sur ses bords orgueilleux et domptés, ses faisceaux et ses aigles. Et les soldats de notre République, en y assurant pour toujours les étendards de la domination française, ne feront que mettre le point final aux Commentaires de César.

De l'arrière à l'avant

par CHARLES CHENU

Spectateur du grand drame où se joue la vie de la France, l'illustre avocat a regardé en lui et autour de lui, écouté les voix qui s'élevaient à proximité ou qui venaient de la ligne de feu ; il a noté au jour le jour ses impressions, ses espérances, ses craintes, depuis la victoire libératrice de la Marne, succédant aux heures tragiques de la ruée allemande, jusqu'aux vagues bruits de paix qui dénonçaient, à la fin de 1915, la lassitude secrète de l'ennemi. De ses chroniques si alertes, où frémit l'actualité, où s'ébauche l'histoire de demain, est sorti un livre d'une heureuse variété dans sa tenue sévère et son inspiration hautement moralisatrice.

On nous écrit :

Le mariage impossible

J'habite depuis un an avec mon amie que je connais depuis le mois de novembre 1913. Officier, j'ai été blessé à la bataille de la Marne assez grièvement pour être déclaré inapte. Afin de pouvoir continuer la lutte, j'ai pu me faire admettre dans l'aviation, sport déjà dangereux en temps de paix, doublement périlleux en campagne.

Mes parents refusant de consentir à l'union de leur fils avec une « fille d'ouvriers », j'ai dû leur envoyer les notifications prévues par la loi. Mon père m'a répondu par une opposition en bonne et due forme.

En temps normal j'aurais demandé et obtenu mainlevée de l'opposition dans les dix jours au terme de la loi. Mais comme mon père a repris du service pour la durée de la guerre, je ne puis rien faire car une loi interdit toute procédure contre un mobilisé. Serai-je donc contraint d'attendre, pour me marier, la fin des hostilités ?

Le mariage par procuration, la réduction des délais, des notifications, sont assez de preuves que l'on veut encourager l'union des militaires. Pourquoi ne pas avoir prévu le cas de l'opposition des parents ?

Les idées qui passent...

Censure, opinion publique, gouvernement

M. Capus (Figaro) parle de la censure :

Vous n'embravez pas l'opinion française emportée par un mouvement irrésistible vers ces idées. Vous n'empêchez pas des patriotes et des écrivains libres de surveiller une situation qui, aggravée, menacerait les forces vives de la patrie.

Nous continuerons de le faire ici, à travers les alternances de blanc et de noir, fruit de nos rapports avec la censure, non pas certes pour le plaisir de la taquiner — ce qui serait une attitude indigne de bons citoyens — mais dans le sentiment profond de notre devoir et de notre droit.

Quant au régime parlementaire, que personne n'attaque et qu'on déplore au contraire de voir se détraquer du jour au jour, c'est, en tout cas, une étrange prétention, comme le dit M. Clemenceau, que de vouloir le défendre aux dépens de la liberté.

Le Rappel parle des socialistes :

Vont-ils tuer le ministère ? demandait hier Hervé dans la Victoire ? C'est qu'il connaît bien ses camarades. N'ont-ils pas déjà exécuté le ministère Viviani numéro 1, puis le ministère Viviani numéro 2 ? Quels spécialistes, nos socialistes !

Le 26 août 1914 ils se délassaient à la douce du premier ministère Viviani qu'ils replaçaient avec Briand, Delcassé, Millerand, Sembat, et Guesde.

En décembre 1915, ils liquidèrent le deuxième ministère Viviani avec Millerand, Delcassé ayant déjà pris sa retraite.

Maintenant vont-ils rendre la vie impossible et la situation intenable à Briand ?

M. Clemenceau (Homme enchaîné) parle de M. Briand :

Si l'allégation du député de Paris avait eu besoin d'une preuve supplémentaire, M. Briand l'aurait fournie lui-même en se reconnaissant incapable de suivre la discussion. Non qu'il ne fût familier avec toutes les circonstances de l'affaire. Il est bien trop avisé pour qu'il en ait été autrement. M. Viviani, cependant, se contentait de nier l'évidence. M. Briand, d'un plus haut degré d'esprit, civile, cette oratoire abstrait que tant de fois démentit, il promet de la résoudre. C'est le gâteau de miel attendu par le monstre à triple gueule pour se déclarer satisfait.

Je ne tenterai pas d'analyser son discours, car on ne peut déterminer les éléments du non-être. Il n'y a point de critique pour le vide des pensées. Pas un mot du fond de la question : les conséquences de cette désorganisation de la puissance civile et militaire. Simplement l'apologie du silence, si commode pour le prolongement de toutes les aberrations. Depuis dix-huit mois, associé à une belle désinvolture, on avait oublié le contrôle. Ce contrôle existe, à présent. Depuis hier soir, je suppose. Quelle facilité du remède ! Et quels heureux effets nous en pouvons attendre !

Sus à l'alcool

Le Rappel publie un article qui va plonger les défenseurs de l'alcool et du café aromatisé dans une stupeur indignée. M. Grizard, généralissime des bistros, et la Revue Vinicole ne manqueraient pas sans doute de contre-attaquer l'organe d'un de nos confrères biostrophes :

Si l'alcool tue beaucoup de gens, il en fait vivre aussi un très grand nombre. Il fournit des salaires élevés aux gardiens de nos usines, aux géliers, aux employés des pompes funèbres, aux avocats et les médecins lui doivent de beaux honoraires. Il faut dire toutefois, à l'honneur de la corporation médicale, qu'au mépris de ses intérêts, elle mène une rude campagne contre l'alcool, suivant avec succès.

L'alcool est encore la cause de ce défaut d'équilibre, de cette incohérence qui caractérise la politique française. Les orateurs de réunions électorales, les agitateurs publics, les violents, les démagogues, les exagérés, les vocifé-

rateurs sont, en général, des excités alcooliques. Quand on les grille un peu, on trouve toujours sous l'enveloppe du radical, du socialiste ou du conservateur à tout crin, l'influence soûloise du poison cellulaire dont il est imprégné à des degrés divers.

Mauvaise politique, mauvaises mœurs, mauvaises lois, tout se tient. L'alcool est le meilleur auxiliaire du vieux Bon Dieu allemand !

Les Boches de Paris

« Memor » (Intransigeant) entretient ses lecteurs d'une certaine « Société française (?) des Etablissements Goldschmidt », bien connue des lecteurs de l'Œuvre. Cette firme, dite du « Déchet métallique », était paisiblement installée, avant la guerre, dans un coquet petit hôtel de la cité Malesherbes. Qu'est-elle devenue depuis la guerre ? « Memor » (et ce pseudonyme cache un écrivain qui, depuis longtemps, a mené sans bruit ni vacarme la plus lucide et la plus efficace campagne contre les Boches opérant en plein cœur de Paris), nous l'apprend en ces termes :

Veut-on savoir quelle aide précieuse la maison Goldschmidt a apportée à son gouvernement, au cours de la guerre actuelle, et quels produits sont fabriqués depuis dix-huit mois — peut-être depuis plus longtemps — dans les usines d'Essen ?

Ces dernières se sont transformées en une formidable machine de guerre contre la France et ses alliés. C'est d'elles que sortent, en effet, les bombes et pastilles incendiaires (système « Termit ») qui firent en tant d'endroits les sinistres ravages que l'on sait. D'elles proviennent également les gaz asphyxiants employés contre les mètres et obusiers par un traitement approprié des déchets de fer-blanc. En faisant passer sur ces déchets un courant de chlore anhydride sous pression, on détermine une réaction qui attaque l'étaim en laissant le fer intact ; le produit ainsi obtenu est du tétrachlorure d'étaim qui, au contact de l'humidité atmosphérique, répand des vapeurs étonnamment dangereuses pour les yeux et les narines.

Le trust des déchets métalliques échafaudé avec succès en France par les Goldschmidt avait ainsi un double but : économique et militaire.

Servitude sans grandeur militaire

L'Opinion publie une étude sur la situation pénible des auxiliaires :

Le beau triomphe quand vous aurez, par un régime de stérile automatisme et d'animante uniformité, ramené à une mentalité de potache un homme que vous avez appelé en plein développement d'activité, en plein épanouissement d'initiatives ! C'est une perte sèche qu'au point de vue social et national vous aurez réalisée : voilà tout.

D'autant que ces auxiliaires, s'ils sont à l'abri du danger, sont également privés des émotions fortes et vivifiantes de la guerre. De la vie militaire ils auront connu toutes les petites misères, sans en avoir seulement entrevu la grandeur. Ils n'auront été en contact avec rien de ce qui reconforte, qui exalte la volonté, retrempe les nerfs, aère l'intelligence. La gloire est l'envers du péril. Les auxiliaires auront, après la guerre, bien du mal à éviter d'être hémis. Nulle gloire, nul élan en perspective pour stimuler leur zèle. Au lieu de citations, les solides brigades, Messieurs les chefs, n'abusez pas de l'émoussement ou les plonge le règlement qu'ils ignorent. Ne fatiguez sans nécessité ni leurs nerfs ni leur bon vouloir. Ils servent obscurément ; ne leur donnez pas à croire qu'ils servent vainement.

Et ceci sur les déshérités de ces persécutés de l'arrière :

Mais la pire de toutes les tracasseries et la plus énervante, n'est-ce pas cette succession de visites médicales par les médecins ou s'applique à perpétuer dans son instabilité la situation des auxiliaires, sous prétexte d'ailleurs, chaque fois qu'on la remet en question, de la consolider.

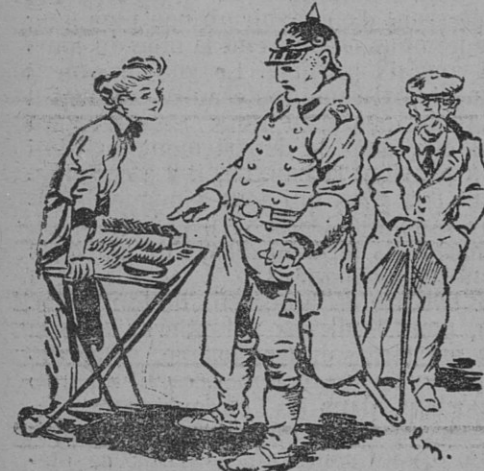
FEUILLETON DE L'« ŒUVRE » 21 février 1916

La Captivité

Grand-père

TEXTE ET DESSINS

de LOUIS MORIN



Il achetait de la graine de salsifis.

Sitôt entrés dans l'église, les catholiques ouvraient tout grand les fenêtres et purifiaient l'air à grands coups d'encensoir.

C'était encore chez le coiffeur que s'affirmait l'orgueil de nos envahisseurs. Il fallait que l'artiste capillaire quittât instantanément le client français pour servir le client allemand. Le premier restait en panne, la barbe à demi faite, jusqu'à ce que le Boche eût la tête complètement grattée, jusqu'à l'os, suivant la mode germanique qui a prohibé le cheveu et livre aux phréno-logues tous les secrets de la boîte crâ-

nienne, pour les plus attristantes constatations. Qui dira les colères muettes qui bouillonnaient sous la mousse refroidissante du malheureux, délaissé, pendant que cette élégante opération s'accomplissait ?

C'était encore sur la place du Marché : on avait le droit d'y venir chercher des



Les tombes des Allemands

provisions, mais non pas d'y faire cause ni de s'arrêter sur le chemin qui menait à l'hôtel de ville, siège de la Commandantur. Les fonctionnaires étaient là pour vous faire circuler aussitôt, avec une brutalité que nos brigades centrales ne connaissent pas. Quel serrement de cœur, un jour, à ce marché, quand j'eus,

par un infime détail, la révélation que les Allemands ne songeaient pas à un départ possible ! Un officier de uhlands achetait de la graine de salsifis... cette graine qu'il faut mettre en terre un an avant de récolter !

Une fois j'ai profité de l'entrée de Maurice à l'hôpital français, où il conduisait une voiture de gravier pour l'accompagner, une pelle sur l'épaule, sous couleur de lui servir d'aide, car l'entrée de cet hôpital était rigoureusement interdite. J'eus la satisfaction de constater que nos blessés ne se plaignaient pas des soins qu'on leur donnait : ils prenaient



Je vais trouver l'officier de service.

leurs maux en patience et, pour l'instant, ils avaient organisé un petit concert vocal où les meilleurs artistes des chambrées s'égoïssaient à l'envi. Parmi eux j'ai trouvé un vieillard de 74 ans, habitant de Pinon, près Anisy-le-Château, qui n'était pas blessé et qui ne pouvait comprendre pourquoi il avait été arrêté sans raison dans son champ, sa



huc à la main, et amené à cet hôpital. Je pense que ces expulsions étaient faites à l'imitation des Romains, qui envoyaient en esclavage les gens des pays qu'ils conquéraient, pour les remplacer aussitôt par des citoyens romains ; l'armée des colonisateurs suivait l'armée des pillards et l'armée des combattants.

J'ai oublié de vous raconter, — et pourtant n'est-ce pas la plus grave de nos misères ? — que pendant votre séjour à Nampcel, un jour, à l'improviste, un lieutenant entra dans l'église et cria que tous les hommes, de seize à trente-cinq ans, sortissent sur la place et se rangeaient sur deux lignes. L'opération terminée, il leva son sabre : « Par file à gauche... en avant..., marche !... » Et le peloton partit... — vers quelle destinée, nous ne l'avons jamais su... — sans qu'il fût loisible aux fils d'embrasser leur mère, aux maris de serrer une dernière fois leurs femmes et leurs enfants dans leurs bras !...

Il en est toujours ainsi dans le système militaire prussien, c'est une mécanique inflexible. « Soyez durs », disait Nietzsche à l'aristocratie allemande.

Durs et implacables pour les Français ?... Non pas seulement pour eux, mais aussi bien pour la plèbe teutonne. A Chauny, dans la première quinzaine de mars, j'ai été au cimetière visiter les tombes de 282 soldats français et africains. Les noms sont soigneusement inscrits sur les sépultures, sauf pour une dizaine qui portent la mention : inconnu. Il y a là trois tombes d'officiers et celle du colonel Valette, du 278^e. Toutes les tombes des Français sont séparées et soigneusement entretenues de fleurs et de verdure par la piété des ha-

INONDATIONS

Bordeaux, 20 février. — A la suite des pluies persistantes qui ont occasionné la crue de l'Isle et de la Dordogne, des inondations se sont produites dans le Libournais ; les routes et les hameaux à proximité de Libourne sont inondés. Aujourd'hui, le temps est nuageux, mais moins mauvais.

EXPLOSIONS A GRENELLE

Trois explosions assez violentes se sont fait entendre, hier, à la première à midi 40, les deux autres presque coup sur coup à midi 55, dans le quartier de Grenelle. Renseignements pris, ces détonations se sont produites dans un établissement de rue du Laos, affecté aux fournitures militaires. Elles n'ont occasionné que des dégâts matériels.

Hémorroïdes JUBOLITOIRES
SUPPOSITOIRES SCIENTIFIQUES
Antihémorragiques, Calmants et Décongestionnants
Laboratoire de l'URODONAL, 248, R. de Valenciennes, Paris
La Boîte n° 550 : les 4 n° 20 fr. — Etranger n° 6 et 22 fr.

LES SPECTACLES

Ce soir :
COMEDIE FRANÇAISE. — Relâche.
OPERA-COMIQUE. — Relâche.
OPERA. — Relâche.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.
THEATRE SARAH-BERNHARDI. — Relâche.
GAIETE. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.
GYMNASE. — 8 h. 45. — Les Deux Vestales.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Poilu, etc.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'improvisation du Prémilieu, la Bonne Intention.
THEATRE SAINT-MARTIN. — Relâche.
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.
THEATRE FRANÇAIS. — Relâche.
GAIETE. — Relâche.
BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kik.
NOUVEL-AMBIGU. — Relâche.
CLUNY. — 8 h. 15. — Les forfaits de Pipermans, les Jorissies de l'Amour.
THEATRE LYRIQUE. — Relâche.
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout.
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Polin, 30 artistes.
MONCEY. — 8 h. — Si j'étais Roi.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CAPUCINES. — 8 h. 15. — En franchise, Oh ! pardon.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé.
SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleuet !
CIGALE. — 8 h. 30. — L'Enfer des Reves.
EDOUARD. — 8 h. 15. — La Crevette.
THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — La Dame du Commissaire.
EUROPEEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches.
THEATRE.
GAIETE-ROUVELOUARD. EMPIRE. CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Attractions.
Olympia. — Spectacle varié de 2 à 11 h.
ALHAMBRA-CINEMA PARIS. — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 2 h. 30.

Pharmacie de Famille
Hygiène — Toilette
GOMENOL
Antiseptique idéal
Crevasse, Engelures, Gelures.
Dans toutes les Pharmacies. — Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

JEUNE FILLE SERIEUSE, très au courant pour mercerie, demande emploi vendeuse, caissière ou gérant. Ecrire : Mlle Leroy, 5, rue du Docteur-Pogorelec.

Le gérant : ANTOINE KLEVENTZ.

Imprimerie WELHOFF et ROGHE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

bitants de Chauny. Mais remarquez bien ceci : par un contraste curieux, les tombes des Allemands, quoique bien plantées d'arbres verts, les réunissent pêle-mêle sans que les noms des soldats soient mentionnés. On ne peut lire, dans les petits rectangles de pierres alignées, que le nom des officiers.

C'est toujours, même au cimetière, la horde d'esclaves de Rouget de Lisle, la horde anonyme enfouie autour du burgrave, dont le nom seul doit passer à la postérité !



Des Allemands firent ses marionnettes

Cependant, le 14 mars, le maire de Manicamp, qui déjeunait à la maison, nous apprit que M. Decambre, maire de Chauny, avait reçu des ouvertures de la part des Allemands pour le rapatriement de plusieurs centaines de civils. Je profite de cette occasion pour proclamer la vaillance, l'énergie, le dévouement patriotique, l'habileté de M. Decambre et pour dire au Gouvernement combien les réfugiés de l'Oise seraient heureux de lui voir attribuer la croix qu'il a si dignement méritée.

Nous eûmes connaissance, en effet, d'une liste de libérés qui devaient partir par l'Allemagne pour gagner la Suisse, à Schaffhouse et, de là, la France, par Annemasse. Jugez de mon chagrin quand je vis que, seul de ma famille, j'étais exclu de ce départ !

(La suite à demain.)